

APPEL À COMMUNICATION

La science politique et les défis du vivre ensemble « ailleurs »

GT REGIMEN de l'ABSP

Présidence du panel : E. Klimis, UCLouvain Saint-Louis Bruxelles

Si les *défis du vivre ensemble* posent déjà de nombreuses questions pertinentes en Belgique et autour de nous, elles concernent également d'autres contextes politiques et dynamiques d'action publique « ailleurs », pour reprendre les termes d'Alvaro Artigas (2019), c'est-à-dire dans les pays émergents, les pays du Sud global, ou encore les régimes autoritaires, en Europe ou plus loin.

Longtemps ignorés par la science politique, souvent en raison de la difficulté d'accès aux terrains de recherche, ces horizons plus lointains, davantage accessibles aujourd'hui, sont pourtant particulièrement pertinents à intégrer à une approche de notre discipline qui revendique une nécessaire évolution, de plus en plus ouverte et de moins en moins eurocentrée.

Aussi, les trois axes thématiques du congrès peuvent-ils trouver un éclairage original à partir de terrains de recherche plus lointains, pour lesquels REGIMEN, réseau d'études sur la gouvernance internationale et les mutations de l'État Nation, constitue une chambre d'écho idéale.

- 1) L'inscription de chercheurs dans les luttes sociales contemporaines et dans une compréhension de la neutralité axiologique moins absolue que la traduction classique qui en était faite de Weber jusqu'à la nouvelle lecture proposée par Kalinowski (2005) donne lieu à quantité de **recherches portant sur l'action publique dans les régimes autoritaires**, notamment en Afrique subsaharienne. Ces recherches posent des questions d'ordre aussi **méthodologique qu'épistémologique**, qui pourront être abordées dans ce panel : comment étudier les régimes du Sud en s'extrayant des pièges d'une approche coloniale et en valorisant l'expertise des collègues chercheur·e·s du Sud global de manière non « extractive » (entretiens, focus groups sans retour sur les résultats finaux) ; comment gérer la question de la difficulté d'accès aux terrains ; comment intégrer à ses recherches des préoccupations telles que la sensibilité au conflit et le fait de ne pas nuire aux acteurs de son « terrain », etc.
- 2) De la même manière, la **remise en question de l'expertise, notamment académique, et l'enjeu de la désinformation** trouve-t-elle un écho particulier quand elle est mise en relation avec les politiques de désinformation menées par des États tels que la Russie dans les pays de l'ancienne Afrique coloniale française, sur fond de nouvelles luttes d'influence à travers l'usage notamment des réseaux sociaux et autres moyens virtuels, mais avec des conséquences particulièrement tangibles qui vont jusqu'au recours à de nouveaux acteurs sécuritaires tels les compagnies militaires dites privées comme le groupe Wagner avant sa dissolution.
- 3) Enfin, la question de la **contribution directe des citoyens à l'action publique**, si elle se multiplie en faveur de la démocratie dans ce que Muller a qualifié de nouveau référentiel global d'une gouvernance durable et participative (2015), trouve aussi des expressions moins pacifiques.

D'une part, les **milices citoyennes d'autodéfense** se multiplient en effet également dans les pays dont la communauté internationale souligne la *dimension de fragilité*. Elles sont à la fois réponse des citoyens à une insécurité physique non gérée par un État qui n'a plus la capacité d'assurer le monopole de la violence légitime face à la multiplication de groupes prédateurs, et un facteur d'instabilité voire de tensions accrues sur des lignes de fracture culturelles, ethniques, religieuses ou autres dans des pays fragilisés par leur situation de pauvreté. Ainsi en est-il des milices auto-proclamées Maï-Maï ou banyamulenge à l'Est de la RD Congo, les Dozo ou Koglweogo au Burkina Faso, mais aussi des groupes comme les Volontaires pour la défense de la patrie, des citoyens recrutés, très sommairement entraînés mais armés et déployés par l'État burkinabè en réponse à la menace terroriste.

D'autre part, on observe au niveau international un **rétrécissement de l'espace civique** (« shrinking space »), obstacle majeur à la contribution directe (et sécurisée) des citoyens et citoyennes à l'action publique. Les communications autour de cet enjeu sont également les bienvenues.

Changer de terrain et de perspective pour apporter un autre éclairage à la question ouverte par le congrès, comment la science politique a-t-elle vocation à contribuer au vivre ensemble, voilà ce à quoi ce panel se propose de contribuer.

Les propositions de communication (300 mots, en français ou en anglais) sont à envoyer pour le 30 octobre 2023 à l'adresse emmanuel.klimis@uclouvain.be.